

Objet **[!! SPAM] [INTERNET] Montagnole - Carrière VICAT**



De [REDACTED]  
À [pref-icpe@savoie.gouv.fr](mailto:pref-icpe@savoie.gouv.fr) <[pref-icpe@savoie.gouv.fr](mailto:pref-icpe@savoie.gouv.fr)>  
Date 02/11/2022 19:13

A M Bernard Cartannaz, commissaire enquêteur,

En réponse aux dizaines observations favorables déposées par l'état-major et les employés du groupe Vicat, j'estime au contraire que ce projet n'a rien d'innovant : remettre en activité une carrière abandonnée depuis 30 ans, enclavée entre les contreforts du massif de la Chartreuse et l'agglomération chambérienne, relève du cynisme, parfaitement illustré par les propos de M [REDACTED] Directeur Général chez Granulats Vicat (avis du 26/10/22 à 10:52). L'hypocrisie de ses remarques est révoltante pour les riverains dont la qualité de vie va être significativement dégradée par l'exploitation d'une carrière enclavée au sein d'un bassin fortement peuplé.

J'estime que la demande d'autorisation environnementale de la société Vicat est un trompe-l'œil destiné à masquer la volonté de l'exploitant de ne pas remettre en état la carrière de Montagnole dont l'exploitation, réduite depuis 30 ans pour ne pas être qualifiée d'abandonnée à l'extraction de 150.000 tonnes de gravats, provoque déjà des désagréments importants pour nous autres riverains.

Les derniers accidents mortels survenus dans cette enceinte (mort d'un adolescent tombé d'une falaise avec sa moto et chute d'un spectateur de pratiquants de slackline d'un toit des bâtiments) prouvent la dangerosité du site dont le comblement apporterait la sécurité aujourd'hui défaillante (ce spot étant toujours prisé des amateurs de slackline actuellement).

De l'aveu même des porteurs du projet, le seuil de rentabilité de l'exploitation, outre le quintuplement du tonnage de roche extraite actuellement, ne sera atteignable qu'avec l'obtention du marché du Lyon-Turin pour le stockage des remblais, laissant présager des investissements minimums sur le site de Montagnole.

La demande d'autorisation n'apporte aucune réponse quant aux débouchés commerciaux de l'extraction de 500.000 tonnes, puis 800.000 tonnes de gravats par an. Elle précise que l'ensachage serait réalisé en partie sur place, le reste étant commercialisé en vrac, sans indication quant à la politique de distribution : est-ce la plate-forme de traitement de la Revériaz qui sera chargée de distribuer les produits finis ?

Le transport de ces gravats vers les clients va entraîner sur l'agglomération du Grand Chambéry la circulation, aller-retour, a minima de 20.000 camions de 25 tonnes par an pour le premier palier, puis de 32000 camions de 25 tonnes pour le second palier, auxquels viendront s'ajouter 6000 camions pour l'accueil des remblais sur le site de Montagnole.

L'itinéraire emprunté pour quitter la commune est loin d'être adapté à cette circulation contrairement à ce qu'il est indiqué dans la demande d'autorisation : les graves nuisances déjà subies par nous, riverains et usagers de la route (bruits, vibrations, pollution, risque accru d'accidents matériels et corporels, dégradation accélérée des chaussées existantes) deviendront invivables avec l'accroissement du trafic généré par le projet Vicat.

De plus, la destination des camions vers la plate-forme de la Revériaz ou l'accès à la Voie Rapide Urbaine augmentera le transit déjà saturé sur la route de Lyon, l'avenue Henri Bordeaux et ZAC du Grand Verger, en empruntant les carrefours des écoles élémentaires de Grand Pré à Jacob-Bellecombette et de Saint Jean Bosco à Chambéry (faisant courir de graves dangers aux enfants qui traversent cet axe situé entre leur domicile et leur école).

Le stockage et la commercialisation des gravats s'opérera à la Revériaz située au cœur d'une zone à forte

densité de population. La dangerosité de l'axe emprunté, déjà saturé quotidiennement, sera encore aggravée par l'arrivée de 130 à 180 camions par jour, auxquels s'ajouteront ceux des clients venus récupérer le matériau !

Le projet alternatif de remise en état du tunnel existant entre le Pontet et la Revériaz relève quant à lui de la pure utopie : ce dernier, construit il y a 60 ans et exploité durant 30 ans, a été laissé à l'abandon total depuis 1993. Il est effondré à certains endroits et aboutirait, selon le témoignage d'une copropriétaire d'un appartement situé à proximité de la Revériaz, dans le vide sanitaire de son immeuble. Le coût est estimé verbalement par le groupe Vicat à une dizaine de millions d'euros, repoussant encore plus le seuil de rentabilité du projet.

En définitive, la qualité de vie des habitants de Montagnole dont je fais partie, et plus largement des habitants de l'agglomération chambérienne, sera hautement dégradée par l'activité générée par l'extraction des gravats qui produira :

- De la poussière se déposant sur les terrains alentours (les montagnolais résidents depuis plus de trente ans ont le souvenir d'une végétation recouverte en permanence d'une épaisse poussière blanche tout autour de la carrière) polluant les sols et l'air respiré par tous les êtres vivants,
- L'augmentation de la pollution atmosphérique et acoustique engendrée par l'utilisation en continu d'engins motorisés pour l'extraction et le broyage des gravats,
- L'augmentation significative en cas d'épisode pluvieux intense du risque de crue torrentielle du ruisseau du pontet en aval de la carrière (de plus en plus urbanisé) par suite du décapage des zones boisées sur le site (voir rapport hydrologique p 51/52),
- L'augmentation de la fréquence des tirs de mine qui perturbent déjà notre vie quotidienne, suspendant à chaque tir notre activité durant quelques secondes pour constater que notre maison a encaissé, ou pas, sans dommage l'onde de choc,
- La forte dégradation du paysage sur la commune avec la disparition de collines boisées remplacées par des falaises artificielles,
- La diminution sensible de la valeur de notre patrimoine immobilier par l'augmentation démesurée d'une activité dérangeante pour les riverains.

Je m'oppose au projet d'extension présenté sur le site de Montagnole, car je ne crois pas en la réalisation des aménagements nécessaires à la préservation de notre qualité de vie par le groupe Vicat.

Envoyé à partir de [Courrier](#) pour Windows